

11.01.2012 - 13:08 Uhr

Initiative Lüscher : l'USS et Unia critiquent vivement le Conseil fédéral Travailler 24 heures sur 24 ? Non merci !

Bern (ots) -

L'Union syndicale suisse (USS) et Unia, le principal syndicat actif dans la branche du commerce de détail se félicitent que le Conseil fédéral refuse d'autoriser les ventes 24 heures sur 24 dans toute la Suisse. Mais il est quand même inacceptable que les échoppes situées sur les aires de repos des autoroutes ou « le long d'axes de circulation importants à forte fréquentation touristique » puissent, à l'avenir, occuper leur personnel 24 heures sur 24. Les syndicats invitent instamment le Parlement à rejeter ce projet.

Vania Alleva, membre du comité directeur d'Unia, critique la décision du Conseil fédéral. Selon elle, le gouvernement ne respecte pas une liberté importante des travailleurs et travailleuses, celle de ne pas avoir à être disponible 24 heures sur 24. Obtenue de haute lutte, la limitation du travail nocturne et dominical se trouve ainsi vidée de son sens. Et le secrétaire central de l'USS Jean Christophe Schwaab d'exiger des Chambres fédérales qu'en raison de la forte résistance suscitée par ce projet, elles corrigent en plénum cette proposition idéologique à courte vue.

Pour le Conseil fédéral, la vente de la totalité des articles doit être possible entre 1 et 5 heures dans les échoppes de stations-service situées sur les aires de repos des autoroutes et « le long d'axes de circulation importants à forte fréquentation touristique ». Cette décision va certes moins loin que l'initiative parlementaire Lüscher. Il n'empêche que l'extension du travail de nuit est totalement inutile et erronée. Pour le personnel occupé dans ces commerces, ainsi que pour celui qui travaille dans des secteurs qui leur sont directement liés (nettoyage, livraison, sécurité), elle sera synonyme de plus de stress, de conditions de travail dégradées, de problèmes de santé et d'entraves à la vie de famille. En outre, le travail de nuit dans les échoppes de stations-service est dangereux, car les agressions y sont fréquentes.

Il apparaît ainsi, le Conseil fédéral accorde plus d'importance aux intérêts de quelques chaînes de magasins qu'à la protection des travailleurs et travailleuses. C'est d'autant moins compréhensible que l'écrasante majorité de la population ne veut pas d'extension du tout des heures d'ouverture des commerces. On le voit dans les résultats des votations de ces dernières années, lors desquelles 90% des projets de libéralisation des heures d'ouverture ont nettement fait naufrage. Les politiques aussi devraient enfin prendre connaissance de ces signaux clairs.

Contact:

Jean Christophe Schwaab (078 690 35 09), secrétaire central de l'USS,
et

Vania Alleva (079 620 11) vice-présidente de l'USS et membre du
comité directeur d'Unia,
se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003695/100711109> abgerufen werden.